

pourra donner ses biens entre vifs à qui bon lui semblera. Après quoi, s'il en a disposé en faveur de ses filles, nul ne pourra leur adresser aucune répétition.

ART. 2.

Si le père demande que le wittimon ne soit pas réclamé, sa demande ne sera pas accueillie ; mais le plus proche parent, conformément aux prescriptions d'une autre loi (1), devra recevoir ce prix du mariage.

ART. 3.

En telle sorte que, sur ce que ce plus proche parent a ainsi reçu, la jeune fille devra toucher un tiers de sou d'or pour ses parures (2).

TITRE LXXXVII.

DES OBLIGATIONS CONTRACTÉES PAR LES MINEURS.

ARTICLE PREMIER.

Voulant prévenir les suites de l'inexpérience des mineurs, nous leur avons fait défense de faire, avant l'âge de quinze ans, aucun acte d'affranchissement, de vente ou de donation.

ART. 2.

Si, abusant de l'inexpérience de leur âge, on leur a fait contracter un engagement, cet engagement sera nul.

(1) Voyez les titres 66 et 69 de notre loi. Voyez aussi le titre 46 de la *Loi salique*.

(2) Ce passage semble confirmer la conjecture que nous avons exprimée dans une note sous l'art. 1^{er} du titre 66. Nous y renvoyons le lecteur. Nous tirons aussi de cet art. 3 du titre qui nous occupe, la preuve que le prix du mariage était d'un sou d'or, ainsi que nous l'avons exprimé d'une manière dubitative dans une note accompagnant l'art. 3 du titre 12. Les deux tiers de ce sou d'or étaient remis par le mari aux parents désignés dans le titre 66. et l'autre tiers à son épouse, pour lui tenir lieu de ce que, longtemps après, on a nommé *bagues et joyaux*, dans notre droit coutumier.